



Comité Pluraliste de  
Défense et Promotion de  
le ligne Aurillac -  
Bretenoux/Biars - Brive

Collectif TER  
Limoges -Ussel  
- Clermont



## MOTION DES ASSOCIATIONS DES USAGERS DES CHEMINS DE FER

Les associations des usagers du ferroviaire en Limousin ne cessent de constater le désintérêt des Pouvoirs Publics, en ce qui concerne leurs conditions d'accès et d'utilisation des trains.

Depuis 30 ans, les politiques gouvernementales se sont traduites par une concentration des moyens financiers et de la maintenance de l'infra sur les nœuds ferroviaires et sur le TGV.

Les lignes de nos territoires ont payé au prix fort cette politique qui consistait à arroser là où il pleut et, assécher là où l'irrigation est vitale.

Aujourd'hui, le gouvernement, conformément aux indications du rapport Spinetta, entend faire supporter aux régions politiques le coût de ces lignes délaissées, sans pour autant, donner les moyens à celles-ci de réaliser les mises à niveau nécessaires.

Ceci est à mettre en parallèle, avec les conséquences de la loi Nôtre (création de Nouvelle-Aquitaine), qui a centralisé les centres de décisions sur Bordeaux.

Le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, par les voix de son président et du vice-président chargé des transports, annonce sa volonté d'imposer la concurrence sur le mode ferroviaire. Elle a acté un allotissement de l'activité TER en 6 lots.

Les Associations d'Usagers du Limousin craignent que les populations de nos territoires soient les grandes perdantes de cette mise aux enchères.

Elles sont fondées dans leur crainte par la gestion des circulations qui réduit celles du Limousin à une variable d'ajustement de l'Aquitaine (ex : 100 trains supprimés en Limousin pour la rentrée scolaire pour assurer la robustesse du transport sur la métropole régionale).

La question du maintien du service public en Limousin, dans toutes ses composantes, est essentielle pour la vitalité de nos territoires. Et en premier lieu, cela suppose le maintien de la présence humaine dans les trains et dans les gares.

Cela demande :

- **Un effort important d'investissement des pouvoirs publics pour la remise à niveau des lignes régionales TER (pas de zones avec réduction de vitesse ...)** ,
- **La mise en place d'une dynamique TER basée sur :**
  - o **des informations fiables ,**
  - o **une stabilité des horaires ,**
  - o **des dessertes adaptées aux besoins des zones rurales ( domicile travail ..lycées et collèges , personnes âgées... etc ..)** ,
  - o **pas d'interruption de desserte en milieu de ligne ..**
  - o **correspondances grandes lignes renforcées ....**

En tout état de cause, cela exige une concertation organisée en amont avec l'ensemble des acteurs.

Bien que le mouvement des cheminots va compliquer le déplacement des usagers, les Associations, ci-dessous, apportent leur soutien aux cheminots, qui par leur mouvement, vont défendre l'intérêt de nos usagers.

Limoges, le 10 avril 2018